



DECLARATION PREALABLE au Comité Technique Gendarmerie Nationale du 11 octobre 2018

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

Présentation du PLF 2019 faite, les forces de sécurité sont priorisées et l'effort budgétaire se concentre sur les effectifs opérationnels et leurs dotations, véhicules et équipements, contexte sécuritaire actuel obligeant.

Traditionnellement mis de côté, le soutien de ces effectifs opérationnels doit encore se contenter de mutualisation et de rationalisation pour tout moyen supplémentaire.

Et notre force, personnels civils et militaires de la logistique, fait aussi notre faiblesse. Parce que notre sens du devoir, du service publique, notre conscience professionnelle permet de mener à bien les missions confiées, souvent dans des délais contraints, voir impossible, sans moyen autre que la "débrouille à la française" pour atteindre l'objectif lunaire fixé.

J'en veux pour preuve le retex logistique de l'opération de "Notre Dame des Landes", et les miracles accomplis pour soutenir nos camarades engagés sur le terrain.

J'en veux aussi pour preuve, la mission de l'impossible donnée aux opérateurs de la solde de réserve actuel que l'on va précipiter dans le gouffre d'un nouveau programme de décompte de solde, remplaçant de l'application DIRES, sans développement et test préalable. Dans ces conditions, nous comprenons aisément le stress qui est le leur, l'énorme inquiétude des décompteurs à ne pas pouvoir remplir correctement la mission qui leur est confiée et leur sentiment d'abandon par une hiérarchie apparaissant comme passive et attentiste.

J'en veux aussi pour preuve, la mise en place de LOGSI et sa phase actuelle de test ou toutes les bonnes volontés s'acharnent pour la réussite du projet, se veulent force de propositions mais se heurtent à l'empressement des encadrants qui répercutent leur propre stress, sans rassurer ou encore montrer une quelconque

reconnaissance à l'engagement des personnels.

Nous profitons de parler de LOGSI pour nous interroger sur la réorganisation mise en place pour cette phase de développement, loin de valoriser les personnels civils du CNSL. Et nous voyons mal comment la réorganisation mise en place actuellement pourra être présentée et discutée avec les partenaires sociaux, au lancement officiel de LOGSI.

Là encore, nos logisticiens ont besoin de la confiance et du soutien de leur hiérarchie, ils ont besoin qu'on les écoute, qu'on entende leurs propositions, eux qui sont à l'ouvrage chaque jour, et ce n'est malheureusement pas forcément le cas aujourd'hui !

Il en est de même pour les écoles, où la réorganisation validée tambour battant par l'administration centrale et l'OS majoritaire sous prétexte de cartographie NBI associée, s'impose aux agents à la vitesse de l'éclair, dans une précipitation inutile mais bien dommageable. A titre d'illustration, je livre le dérapage verbal d'un officier supérieur à l'école de Rochefort à l'encontre d'une de ses personnels inquiète : "Elle ne va pas me faire chier la civile".

Le soutien est sous pression, à toutes les strates de l'institution, depuis trop longtemps maintenant, et si les moyens sont ce qu'ils sont, management et commandement doivent être adaptés au plus vite pour une meilleure écoute et une meilleure considération de nos agents.

Le SNAPATSI demande que cette déclaration liminaire soit annexée au procès-verbal de la séance.